



Pour diffusion immédiate
Le mercredi 21 septembre 2005

COMMUNIQUÉ

*Institute for
Research on
Public Policy*
*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

Les critères de l'Énoncé de politique internationale du Canada s'accordent mal avec les priorités de la démocratisation

Montréal – Dans une étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org), Lisa McIntosh Sundstrom soutient que pour donner un sens véritable à l'aide à la démocratie, le Canada doit établir des critères pertinents dans le cadre des orientations de sa politique étrangère. Elle se montre critique à l'endroit de l'Énoncé de politique internationale (EPI) rendu public en avril 2005, soulignant que les critères présidant au choix des « partenaires du développement » s'accordent mal avec les priorités en matière de démocratisation.

Dans sa forme actuelle, l'EPI, qui mentionne en passant la démocratisation comme l'un des axes prioritaires pour l'avenir, concentre l'aide canadienne sur un groupe central de 25 partenaires du développement. La sélection de ces pays se fait en fonction de leur niveau de pauvreté, de leur aptitude à utiliser efficacement l'aide reçue et de l'importance de la présence canadienne dans ces pays par rapport à celle d'autres pays donateurs.

Sundstrom, qui est professeure adjointe en science politique à l'Université de la Colombie-Britannique, reconnaît que la réduction de la pauvreté est un objectif important, mais elle ajoute que si le gouvernement est vraiment convaincu qu'il faut aussi accorder un caractère prioritaire à la démocratie, les critères qui servent à choisir les partenaires du développement doivent tenir compte du potentiel démocratique des pays concernés.

Elle estime que pour avoir une influence qui soit positive, distinctive et concrète sur le processus de démocratisation, le Canada doit concentrer ses ressources sur des pays et des thèmes stratégiques spécifiques. Elle propose plusieurs critères qui devraient guider le choix des partenaires du développement dans l'optique de la démocratisation.

À son avis, le Canada devrait :

- ◆ engager des ressources en faveur de la promotion démocratique dans des pays où elles sont susceptibles d'avoir un impact concret ;
- ◆ continuer de concentrer son aide sur les pays où les programmes en place commencent déjà à avoir des résultats mais où le déficit démocratique reste important, notamment en Amérique latine, dans les Antilles et en Europe de l'Est ;
- ◆ acheminer son aide à la démocratie là où il a des intérêts stratégiques au plan de la sécurité ;

L'étude se penche également sur le bilan du Canada et de plusieurs autres pays occidentaux donateurs en matière de promotion démocratique et décrit les leçons que le Canada peut en tirer. Il devrait notamment, dit l'auteure :

- ◆ consulter les populations locales dans les pays récipiendaires au sujet des actions nécessaires et appropriées pour promouvoir des normes et des comportements démocratiques ;
- ◆ évaluer la situation attentivement avant de décider de restructurer les cadres organisationnels qui servent à acheminer l'aide à la démocratie ;
- ◆ établir un organe consultatif, composé de représentants de ministères et de donateurs non gouvernementaux, qui servirait à guider les politiques de développement dans le domaine de la bonne gouvernance ;
- ◆ concentrer son aide sur certaines régions ;
- ◆ se spécialiser dans des secteurs où les programmes des autres donateurs accusent des lacunes et où le Canada peut contribuer utilement grâce à son expérience nationale et internationale.

Sundstrom recommande également que la communauté canadienne des donateurs attache plus d'importance à la coordination de l'aide à la démocratie et à l'échange efficace de renseignements, de manière à permettre aux différents donateurs de se spécialiser, de réduire les chevauchements au maximum et de se familiariser avec des pratiques d'excellence.

« Hard Choices, Good Causes: Exploring Options for Canada's Overseas Democracy Assistance » est la dernière étude de la collection *Enjeux publics IRPP* qui paraît dans la série consacrée au développement démocratique international. Elle est disponible sur le site Web de l'Institut au www.irpp.org.

-30-

Pour obtenir de plus amples détails ou pour une demande d'entrevue, prière de communiquer avec l'IRPP.

Pour recevoir par courriel les avis aux médias et communiqués de l'IRPP, veuillez vous abonner à notre service de distribution en ligne, à l'adresse www.irpp.org.

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme sans but lucratif national et indépendant, dont le siège se trouve à Montréal.

Renseignements :

Jasmine Sharma (jsharma@irpp.org)

Directrice des communications et des relations publiques (IRPP.org)

Bureau : (514) 985-2461, poste. 324; cellulaire : (514) 235-8308